

## De la biorégion urbaine

par Thierry Paquot

Le gouvernement « socialiste » et sa technobureaucratie, ainsi que de nombreux élus, s'enthousiasment pour la métropolisation et la réduction du nombre des régions et à terme des communes (36 000, soit la moitié du nombre des villes de l'Union Européenne, un véritable atout pour une démocratie directe, locale et renouvelée à promouvoir et à inventer). Le mot « métropole » figure dorénavant dans la plupart des documents et discours qui traitent de la territorialisation et les bulletins municipaux regorgent des bienfaits attribués à la métropolisation, toujours associée au « grand ceci ou cela ». Les « grandes villes » (bien modestes au demeurant, dans le cas français où l'on ne compte qu'une soixantaine d'« aires urbaines » de plus de 100 000 habitants) se considèrent comme les chevilles ouvrières de ce processus de métropolisation par le haut, entraînant dans la constitution de ces « métropoles » leurs « banlieues » et autres « périphéries » pavillonnaires. Ainsi, le Grand Bordeaux, le Grand Toulouse, le Grand Nice, le Grand Nantes vont s'efforcer de reconfigurer leur territoire autour de la ville « mère » selon l'ancien schéma administratif de la centralisation et de la concentration des pouvoirs.

Les « métropoles d'équilibre » inventées par la Datar sont depuis longtemps oubliées (elles étaient huit en 1964), de même que les régions nées avec le référendum de 1969 chassant de Gaulle, sans pour autant réformer le Sénat... Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, elles sont passées de 24 à 13 (pour l'Hexagone sans l'outre-mer) sans aucun bilan de leurs activités dans tous les domaines (emploi, formation, aides sociales, création culturelle, système de santé...), sans aucun débat public (et je n'évoque même pas un quelconque référendum), sans aucune justification liée à une vision politique (la veille de l'annonce, un ministre annonçait à la radio qu'il n'y aurait pas plus de 15 régions, pourquoi pas 12 ?). Ces nouveaux découpages administratifs arbitraires ne tiennent absolument pas compte des conditions environnementales, pas plus que de l'histoire et des cultures dites « locales » ou « régionales ». Face à ce coup de force jacobin franco-français, d'autres réorganisations territoriales sont envisageables et mériteraient d'être expérimentées, en permettant d'autres pratiques politiques avec des systèmes de désignation des citoyens inédits (tirage au sort, élu-e-s pour un an, etc.), comme les « biorégions urbaines », par exemple. Avant de les explorer, il convient d'avoir en tête au moins quatre constats, que je n'expliciterais pas davantage ici, car cela nécessiterait de longs développements : l'État-nation n'a plus la même légitimité et les mêmes moyens qu'autrefois, l'État se décharge sur les régions pour plus d'une de ses prérogatives ; les « villes » sont entourées de non-villes et de non-campagnes, sans se préoccuper de ce qui « fait ville » ou pas, à savoir la combinaison de trois qualités spécifiques à *l'esprit des villes*, l'urbanité, la diversité et l'altérité ; l'Europe fédérale, que certains espéraient, n'existe toujours pas, une soupe néolibérale sert de « philosophie » économique et des entreprises privées se substituent progressivement aux vieux services publics misant exclusivement sur la rentabilité au mépris des attentes légitimes des gens ; et enfin, la globalisation intervient à toutes les échelles, modifiant grandement et la perception que l'on peut en avoir et ses représentations. On le voit les « chantiers » sont gigantesques

pour circonscrire les territorialités des nouvelles pratiques politiques à expérimenter afin de rendre la Terre habitable aux humains comme au vivant...

### **De l'exode rural à l'exode urbain**

Émile Verhaeren a le sens de la formule, il publie coup sur coup trois recueils de poèmes aux titres éloquents : *Les Campagnes hallucinées* (1893), *Les Villes tentaculaires* (1895) et *Les Aubes* (1898), repris régulièrement dans la presse et les discours politiques. Il y décrit les profondes transformations qui affectent alors la Belgique. La mécanisation de l'agriculture, combinée à la surpopulation des campagnes, provoque l'exode rural, avec la désertification de certains villages et la constitution de quartiers surpeuplés et congestionnés aux abords des usines. Si, à l'époque de Jean-Jacques Rousseau, les grandes villes affichaient un taux de mortalité supérieur à celui des campagnes, l'hygiénisme va progressivement inverser la tendance au cours du siècle suivant, isoler la pauvreté urbaine dans des taudis indignes et améliorer, pour la plupart des citadins, les conditions de vie. Ce sont les causes, les formes et les conséquences de l'exode rural qu'étudie Émile Vandervelde (1866-1938), dans un ouvrage particulièrement bien informé et original, *L'Exode Rural et le Retour aux Champs* (première édition en 1903, seconde édition entièrement revue, chez Félix Alcan en 1910). L'expression - ô combien puissante - d'*exode rural*, est alors peu usitée, on la trouve comme titre d'un livre de Peter Anderson Graham, *The Rural Exodus, The Problem of The Village and The Town* (1892, London, Methuen) que mentionne Émile Vandervelde, elle désigne le mouvement migratoire né de l'attractivité des villes, des transports mécaniques et de la surpopulation des campagnes. Il rappelle que de nombreux « réformateurs » défendent l'idée d'une cohabitation de l'industrie et de la campagne, comme Robert Owen, Charles Fourier ou encore Constantin Pecqueur. Ce dernier dans *Des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, et de la civilisation en général, sous l'influence des applications de la vapeur* (1839) écrit : « Les voies nouvelles de communication vont renouer l'alliance naturelle et si féconde des diverses branches de l'activité humaine. *Les campagnes vont se faire un peu villes et les villes un peu campagnes* ; les chemins de fer, les canaux et les bateaux à vapeur, en rapprochant, par une vitesse extraordinaire, les distances naturelles de l'espace entre les villes et les villages, rapprocheront infailliblement aussi des distances qui les séparent. » (tome 1, p.121)

Émile Vandervelde se réjouit de *l'exode industriel* qu'il observe en Belgique, en France, en Allemagne, aux États-Unis et principalement en Grande-Bretagne, avec deux cas emblématiques : le déménagement en 1887 de la fabrique de savons de William Heskett Lever, de Liverpool à Port-Sunlight, et en 1896 de la chocolaterie de George Cadbury, de Birmingham à Bournville. Il fait état du jeune mouvement des cités-jardins initié par Ebenezer Howard, qui publie en 1898, *Tomorrow : A Peaceful Path to Real Reform* et de l'analyse territoriale du prince russe, géographe et anarchiste, Piotr Kropotkine, qui dans *Fields, Factories and Workshops* (1899) annonce des villes-territoires, des villes-paysages, avec des maisons dispersées dans une nature complice. Émile Durkheim rend compte du livre d'Émile Vandervelde dans *L'Année sociologique, 1902-1903* (p.658-662), il en résume la thèse ainsi : « La solution proposée par l'auteur consiste à urbaniser de plus en plus la campagne, et si l'on peut se permettre ce barbarisme, à ruraliser la ville. » Il lui souhaite bien du plaisir, avant de lui reprocher de sous-estimer les « inconvénients moraux des grandes agglomérations ». « Il y a dans la grande ville, note-il, une absence ou une insuffisance de contrôle moral ; par suite, les

tendances à l'immoralité sont moins fortement contenues, en même temps qu'elles sont plus fortement sollicitées par l'intensité même de la vie urbaine.» *L'exode urbain* qu'imagine Émile Vandervelde stoppe l'exode rural et rééquilibre les populations dans les territoires, pour cela, il faut que les campagnes offrent d'excellentes conditions de vie et toutes les activités urbaines, tandis que les villes assouplissent leur densité et accordent à la nature une place beaucoup plus importante. « Mais, avec le progrès des moyens de transports, confie-t-il, cette situation se modifie : la ligne de démarcation entre les villes et les campagnes perd de sa rigidité ; politiquement et économiquement, urbains et ruraux deviennent égaux, sinon en fait, du moins en droit. Les murailles des villes sont démolies. Les barrières d'octroi commencent à tomber. Les relations se multiplient entre citadins et campagnards. Dès à présent, il apparaît comme vraisemblable que les cités de l'avenir seront bien moins des centres d'habitation que des agglomérations de monuments, des lieux de réunion ou de travail, des rendez-vous d'affaires, de plaisirs et d'études. » Il reprend la description que William Morris fait de Londres dans ses *News from nowhere* : « Le palais du Parlement a été converti en dépôt d'engrais. Trafalgar Square est un grand verger. Le ciel n'est plus assombri par les fumées industrielles. La Tamise ne roule plus ses eaux salées par les déjections d'une agglomération monstrueuse. Le plat pays s'est couvert de cottages ; on se rencontre dans les villes, mais on habite dans les campagnes. » Il le sait : « (...) les campagnes de l'avenir ne ressemblent plus aux campagnes du 'bon vieux temps'. Ceux qui les habitent n'ont rien de commun avec les paysans de La Bruyère : ils ont passé par les villes ; ils restent en contact permanent avec elles ; ils sont retournés aux champs, mais en y transportant les avantages d'une transformation sociale, dont la centralisation urbaine a été la condition préalable et le facteur décisif. » Un rien lyrique, il conclut : « Avant que les *Aubes* se lèvent, il a fallu que les *Villes tentaculaires* fassent le vide dans les *Campagnes hallucinées*. »

Plus d'un siècle après, je dois admettre que ces idées étaient généreuses et audacieuses et qu'elles étaient, incontestablement, portées par de réelles forces politiques rassemblant des individus convaincus de la nécessité de rompre avec la ville surpeuplée, polluée, dangereuse et surtout profondément inégalitaire (même les taudis réclamaient un loyer exorbitant) et avec la campagne reculée, inculte, bornée comme un champ rectiligne. En cela, l'idée d'urbaniser les territoires et les esprits, c'est-à-dire d'y apporter une culture urbaine reposant sur la diversité des attitudes et comportements, la pluralité des créativité et des expérimentations, l'affirmation des valeurs d'ensemble (là où les *communaux* avaient été violemment éradiqués) et l'adoption de manières-d'être-au-monde plus hospitalières, allait dans le sens d'une communauté ouverte respectueuse de chacune et de chacun pour le bien de tous. Émile Vandervelde ambitionnait non pas seulement d'inverser le flux migratoire mais d'urbaniser des villages afin qu'ils puissent recevoir des citadins, ces ouvriers des usines avoisinantes qui au lieu de s'entasser dans des logements à la promiscuité incontestable pourraient retaper des maisons de bourg, des fermes villageoises, réactiver l'économie locale, donner aux agriculteurs des débouchés, ouvrir de nouvelles classes, créer tout un milieu culturel, relier les villages-urbains entre eux par un réseau de tramways (il préconisait un titre mensuel accessible à toutes les bourses), réduire le temps de travail sur quatre jours (40h, quand même !) pour « libérer » trois jours pleins à ces nouveaux habitants redécouvrant la nature... Était-ce trop idéaliste ? Contraire aux intérêts du capitalisme ? À mille lieux des principes politiques de la droite et de la gauche, qui alternait sans jamais se remettre en cause ? *L'exode industriel* est resté cantonné à quelques filières de sous-traitants et a été remplacé par la délocalisation dans les anciennes colonies... Les

cités-jardins ne se sont guère multipliées et seules les deux premières (Letchworth conçue par Raymond Unwin et Barry Parker en 1903 et Welwyn dessinée par Louis de Soissons en 1919) et une poignée d'autres éparpillées en Hongrie, Autriche, Allemagne et France, méritent encore le détour, bien que la plupart d'entre elles sont devenues des ensembles résidentiels, alors que la cité-jardin aurait pu préfigurer l'*écopolis* qu'il reste à inventer, avec son imbrication agriculture bio/artisanat/services à la personne... Au sein des vastes mégapoles, comme à l'arrière de villes-dortoirs, l'on trouve des maisons isolées dans un territoire aux mailles lâches, sont-ce l'échec d'une urbanisation contrariée ? Comment les relier entre elles ? Comment les assembler en une unité urbaine ? Ces questions attendent leurs réponses.

## Régions et régionalismes

C'est en 1911 que Jean Charles-Brun (1870-1946) publie *Le Régionalisme* (Bloud et Cie éditeurs) dans lequel le Délégué général de la Fédération Régionaliste Française dénonce l'excès de centralisation de la France et l'abus de suprématie de Paris, dans tous les domaines, avant de magnifier les trois « caractères propres du régionalisme », à savoir qu'il est une méthode, une discipline et un essai de conciliation. Le mot « régionalisme » date de 1892, il revendique la décentralisation et adhère au fédéralisme proudhonien, tout en acceptant un large éventail de conceptions, allant de l'anarchisme à Charles Maurras, auteur en 1898 de *L'Idée de Décentralisation*, en passant par Frédéric Mistral, Maurice Barrès et Charles Le Goffic... Jean Charles-Brun distingue « déconcentration » et « décentralisation » : « (...) *déconcentrer*, explique-t-il, c'est transférer aux agents du pouvoir central, pour la commodité et la rapidité, un certain nombre des attributions dudit pouvoir central. *Décentraliser*, c'est développer les pouvoirs locaux au détriment du pouvoir central. » Je constate que la Ligue nationale pour la décentralisation est fondée par Charles Bauquier en 1895, ce député radical du Doubs est aussi un folkloriste qu'on retrouve en 1901 à la présidence de la Société pour la protection des paysages de France, accordant ainsi la défense du patrimoine à la décentralisation. Jean Charles-Brun rassemble dans l'Appendice III de son livre, 28 propositions de découpage de la France en régions, échelonnées de 1851 à 1911, qui maintiennent ou non les départements, 21 relèvent d'initiatives personnelles et 7 de parlementaires. En note, il en ajoute deux qu'il vient de découvrir, celle de Charles Noyer (1886, six grandes régions) et celle de Ch. Garriguet (1899, trente départements). Auguste Comte suggère 17 « intendances » regroupant des départements (« Paris » comprend la Seine et la Seine-et-Oise, « Nantes » rassemble l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Inférieure, le Morbihan, les Côtes-du-Nord et le Finistère, « Clermont » associe la Loire, l'Ardèche, le Puy-de-Dôme, le Cantal, la Haute-Loire et la Lozère, etc.), Frédéric Le Play imagine 13 « Provinces », La Tour-du-Pin-Chambly délimite 16 « Gouvernements provinciaux », Paul Vidal de La Blache opte pour 17 « Régions »... Bernard Barraqué, dans un article passionnant « Région, régionalismes et aménagement » (*Strates*, n°6, 1992), confirme l'apport de Jean Charles-Brun, qui considère le régionalisme comme un jeu entre « tradition et progrès », « individu et État », « particularisme et patriotisme », d'où sa valorisation de la mutuelle et des associations et autres formes de coopération, et aussi de la famille. Le régionalisme pour lui n'est pas un hymne nostalgique à une région idéalisée et conservatrice, mais une volonté de contrer Paris, en modernisant l'économie de chaque région, afin d'y garder leurs habitants et les encourager à veiller aux valeurs locales tout en créant de nouvelles dans la continuité d'une longue histoire. C'est ce qu'il pense encore sous Vichy lorsqu'il participe à la Commission des provinces devant mettre en place une assemblée régionale. Bernard Barraqué souligne les

équivoques des divers mouvements régionalistes qui au nom de la régionalisation se révèlent ici de « droite » et là de « gauche », pour conserver cette opposition dorénavant illisible, et de mentionner *Paris et le désert français* (1947) de Jean-François Gravier, *Décoloniser la province* (1966) de Michel Rocard, *La Révolution régionaliste* (1967) de Robert Lafont, *Régionaliser la France* (1969) d'Yves Durrien ou encore *Le Pouvoir régional* (1971) de Jean-Jacques Servan-Schreiber... Un demi-siècle après, les régionalistes sont atones. Existents-ils encore ? Ils n'ont pas manifesté lors de la réduction du nombre de régions, ils n'ont pas réclamé un quelconque droit à la culture régionale et à ses langues, comme si d'un côté, la globalisation submergeait tous les « pays » et leurs habitants en les uniformisant peu ou prou et d'un autre côté, un État, de plus en plus soumis à l'eurotechnocratie, imposait des normes, règles, techniques administratives pensées à Bruxelles sans aucun lien avec les réalités spécifiques des territoires *en cours*. Un territoire n'existe pas *en soi*, comme un legs de la géographie ou de l'histoire, il n'est pas *donné*, il résulte d'une relation, à chaque fois différente, entre une population et un site. Or cette relation s'avère processuelle, autant dire toujours inachevée et changeante, à l'instar du monde organique qui la compose et des modifications technico-communicationnelles qui affectent tout individu et tout milieu. La région ne s'inscrit plus seulement dans une dynamique locale – agencement de villes, villages, hameaux et de leurs campagnes respectives...-, mais dans l'enchevêtrement d'intentions localisées et réseautées portées par des citoyens qui espèrent du local plus qu'ils ne croient en un sursaut démocratique national.

### **Biorégion urbaine**

C'est vraisemblablement la lecture d'un article du géographe Elisée Reclus (1830-1905) qui incite Patrick Geddes (1854-1932) à prendre en considération les transformations qui remodelent toute ville, « *The Evolution of Cities* » (*Contemporary Review*, 67, 1895), lui souffle l'idée que toute ville est un organisme vivant, ayant à la fois une dimension écologique et une autre humaine, ce qu'il représentera, en 1909, dans un diagramme montrant une *valley section* avec les données physiques, naturelles, techniques, géographiques... C'est cette étude-type d'une vallée qu'il transpose à la « région », au sens géographique mais aussi botanique et zoologique du terme. Patrick Geddes est un drôle de personnage, à la fois biologiste (formé par Thomas Huxley, fier partisan de Darwin), botaniste (il travaillera avec Charles Flahault), zoologue (aux côtés de Henri de Lacaze-Duthiers), sexologue, pédagogue et inventeur des « études urbaines » (je refuse de le qualifier d'« urbaniste », ce qui réduirait considérablement son apport). Il ouvre la première « université d'été » (*summer meeting*) en 1887 (la dernière se tiendra en 1900), réhabilite une vieille tour d'Edinbourg en *Outlook Tower* (1892), c'est-à-dire en lieu d'exposition, d'observation et de compréhension de la ville et de sa région, met au point « l'étude régionale » (*regional survey*), forge le néologisme de « conurbation » pour expliquer qu'une ville dépasse, dans ses effets et son influence, son périmètre administratif, qu'elle va au-delà, crée les premières expositions urbaines, les *cities exhibitions* en 1910 (avec plans, cartes, photographies...), adopte la trilogie, *Place* (« lieu »), *Work* (« activités ») et *Folk* (« peuple ») qu'il emprunte à Frédéric Le Play (ce dernier parle plus volontiers de « lieu, travail et famille ») pour étudier toute région et associer les habitants à imaginer leur devenir, du reste il n'hésite pas à lui substituer une autre triade, plus environnementale : *territory*, *occupations* et *organisms*. Il invente le terme de *Civics*, intraduisible en français, que Ebe Minerva White va tenter de définir en 1927 dans *The Foundations of Civics* (London, Syndicate Publishing) : « The word 'Civics', in its derivation, linked with *citizen* and *civilization*, designates a subject which is yet in

the making. (...) 'Civics' deals with all that appertains to the life and surroundings of any citizen, and includes far more than the spheres of legislation and administration.» Françoise Choay suggère « polistique », afin d'associer à la dimension politique de la ville, une dimension éthique. Ce penseur original, inventif, ne cesse de vulgariser (*The Evolution of Sex* avec Arthur Thomson, 1889 ; *Sex et Biology* avec Arthur Thomson, en 1914 et 1925 et aussi *City Development : A Study of Parks, Gardens and Culture-Institutes* en 1904 et *Cities in Evolution* en 1915), d'enseigner, d'élaborer des plans de ville ou de quartiers ou encore de parcs et jardins (Edinbourg, Dundee, Jérusalem, Tel-Aviv, Allahabad, Ahmedabad, Madras, Dacca, Baroda, Balrampur, Lahore...). Il ignore la notion de « biorégion urbaine », mais pas celle de « région urbaine » (*Region City*) qu'il examine attentivement en y dressant les cartes des plantes et des arbres, des animaux, des fleuves et rivières, des montagnes et collines, des vallées, tout cet ensemble encore « sauvage » ou déjà « cultivé » du monde vivant qui confère à un site, ses paysages et ses qualités organiques. À cette « biodiversité » (ce terme date de 1985) il ajoute le travail des humains qui vient en transformer la morphologie et la climatique et mentionne la valorisation du *génie du lieu* qui attribue à un endroit particulier sa spiritualité, son *aura* patrimoniale. L'étude régionale transdisciplinaire, à laquelle Patrick Geddes convie chacun, s'apparente à ce biorégionalisme qui sera par la suite, différemment conçu et exprimé.

Établir la géohistoire d'une idée revient à repérer qui l'exporte (ou l'importe), comment elle est reçue et éventuellement assimilée au point d'apparaître comme d'ici, alors même qu'elle vient de là. La diffusion et la réception des idées de Patrick Geddes, en Inde, par exemple, bénéficient des travaux de Radhakamal Mukerjee, en Grande-Bretagne des actions de Patrick Abercrombie et George Pepler et pour les États-Unis des articles de Lewis Mumford. Ce dernier commence en 1915 à correspondre avec son « maître-à-penser » qu'il ne rencontrera qu'en 1923, lorsqu'il lui organise une tournée de conférences. C'est au cours de ce séjour qu'il lui présente ses ami-e-s de la *Regional Planning Association of America*, dont Benton MacKaye (1879-1975). C'est un ami d'Aldo Leopold, tous deux partisans de la reforestation et fins observateurs du monde vivant. On lui doit l'Appalachian Trail et aussi la notion de *regional city* qu'il théorise dans *The New Exploration. A Philosophy of Regional Planning*, ouvrage publié en 1928, réédité en 1962 avec une préface de Lewis Mumford, dans laquelle, l'on apprend que c'est Patrick Geddes qui conseille à son jeune « disciple » américain la lecture de *Man and Nature* de George Perkins Marsh, paru en 1864 et que celui-ci le fait lire à ses amis (il écrira un très beau chapitre sur ce « géographe » amateur dans *The Brown Decades*, 1931). Aussi bien Benton MacKaye que Lewis Mumford connaissent et apprécient Ralph Waldo Emerson et Henry David Thoreau, aussi accueillent-ils Marsh avec plaisir, comme un membre de leur famille...

Benton MacKaye cofondateur dans les années trente de *The Wilderness Society* sait très bien que le « sauvage », le « pas encore perturbé par l'humain » se fait rare et que la « nature » qu'il parcourt est depuis longtemps déjà soumise aux « progrès » que lui infligent les humains pour accroître ce qu'ils en retirent. Il refuse à diaboliser ces « progrès » pour la plupart provoqués par le machinisme, mais il tente d'établir un relatif équilibre entre « l'ancien » et « le nouveau » au sein du même environnement. Il considère que la ville est la « première victime » de la métropolisation, il en périodise le déploiement à partir de la thèse soutenue par Lewis Mumford dans « The Fourth Migration » (*Survey Graphic*, mai 1925). La première migration consiste dans le peuplement des vallées et la mise en œuvre d'une économie rurale largement

dépendante des sources d'énergie et des matières premières locales. Elle accouche de communautés agro-artisanales où la cohésion des membres (la plupart viennent d'ailleurs, ils ont un esprit de pionnier) s'avère solide au point de l'irradier d'une culture appréciable, dont Emerson Thoreau, Melville, Whitman sont les plus illustres représentants. La seconde migration emprunte le chemin de fer pour conquérir de nouveaux territoires qui s'industrialisent et s'urbanisent d'un commun accord. La troisième migration est celle de l'accomplissement de la « Frontière » unifiant le pays et le dotant de centres urbains à l'audience nationale et internationale. Ces métropoles contrôlent les richesses produites et en impulsent les placements au nom d'une idéologie (le « darwinisme social ») qui reconnaît en chacun un possible *self-made man*. La quatrième migration est en cours elle correspond à l'extension du domaine de la métropolisation... Le chariot est l'emblème de la première, la locomotive de la seconde, le gratte-ciel de la troisième. La quatrième contrôle les mécanismes encore à l'œuvre des trois précédentes migrations qui ne sont pas entièrement achevées, en oriente les effets, en combine les moyens : les fermes de la première, les petites usines de la seconde et les institutions financières et industrielles de la troisième. Chaque migration peut être cartographiée. Chacune produit ses temporalités et ses territorialités que les quatre entremêlent en autant de destinés spécifiques et néanmoins associées selon le *tempo* imposé par la quatrième, celle de la « civilisation industrielle » et de sa géographie, celle de la « métropolisation » de l'ensemble des États-Unis. Cette « métropolisation » n'est pas que « physique », même si elle a ses paysages archétypés, elle repose avant tout sur un mode de vie consumériste. Avec elle, tout est marchandise : tout s'achète et se vend. Un conformisme couvre toutes les relations sociales et rend insipide l'existence, c'est ce que décrit parfaitement Sinclair Lewis dans son roman *Babbitt* (1922). Benton MacKaye se refuse à une telle fatalité, il explique que tout individu est tributaire, certes de son milieu social et culturel, mais aussi et surtout de son milieu biologique. Il y naît, doit y veiller à sa santé, se reproduire, vivre en collectivité et ménager son environnement. Ainsi, chacun fait l'expérience du labeur (*toil*), de l'art (avec une dimension spirituelle et culturelle), de la récréation et de la « décréation » (*decreation*) ou destruction. Pour lui, l'environnement est une « ressource naturelle » qui doit être « soutenue », il distingue trois « moments » dans l'histoire de l'environnement, qui cohabitent inégalement, le « premier » (*the primeval*), le « communal » (*the communal*) et l'« urbain » (*the urban*), pour chacun les humains vibrent d'énergie, mais différemment selon les techniques dont ils disposent alors. Au stade « urbain », l'inorganique se manifeste davantage qu'au stade précédent, l'artificialité de son monde l'emporte sur sa naturalité. La diversité de la faune et de la flore ne doit aucunement pâtir des techniques que les humains affectionnent. C'est pour protéger les humains de la perte de leur humanité que Benton MacKaye imagine une *regional city* ou « Cité régionale », qui regroupe à la fois des villes (grandes et petites), des territoires cultivés et des friches, forêts, réserves peu fréquentés. Il s'agit de concilier des finalités souvent contraires qui animent les habitants d'une ville importante et ceux d'une *suburb* dispersée ou d'une ferme entourée de ses champs. La civilisation mécanique submerge de ses vitesses et valeurs l'ensemble de territoires, dont peut-être quelques uns résistent à leur implantation et préfèrent conserver d'autres outils, d'autres rythmes, d'autres activités. La « Cité régionale » s'apparente à un patchwork bigarré confectionné sans hâte par les apports des uns et des autres, d'où une « planification », entendue ici, non pas comme une décision étatique standardisée, mais comme un processus visant à ne léser personne, y compris le monde vivant, dont il faut entendre les réclamations et accepter l'entraide (Piotr Kropotkine n'est pas loin...). Benton MacKaye reprend le déroulé historique d'Oswald Spengler dans

*Le Déclin de l'Occident* en saisons et se demande si nous sommes à présent, avec l'industrialisation et l'urbanisation massives à l'entrée de l'hiver ? Si l'hiver vient, pouvons-nous espérer un printemps ? La « nouvelle exploration » s'avère le chemin qui conduit au printemps, pour cela il faut sans cesse associer, combiner, entrelacer tout ce qui relève du cosmos, sans pour autant rejeter les techniques de plus en plus sophistiquées qui modifient profondément nos rapports au temps et à l'espace mais en assurant une continuité à ce qui du fond des âges contribue encore à rendre intelligible le monde et à lui garantir une meilleure habitabilité.

### **Le territoire un bien en-commun**

Alberto Magnaghi (né en 1941) commence à entrecroiser l'évolution des villes et l'écologie dans *La Città fabbrica* (1970) où il découvre que le fordisme confisque le territoire pour le soumettre à sa seule logique économique productiviste. Il homogénéise toutes les populations et les cultures qui s'y trouvent afin de faire de chacun une pièce interchangeable du grand puzzle industriel qu'il contrôle. La crise de ce modèle stimule la multiplication de « districts industriels » qui renouent avec les qualités spécifiques aux territoires. « La territorialité et le développement local deviennent une richesse, me précise Alberto Magnaghi, des éléments de construction de modèles spécifiques, de relations et de co-évolution (là, nous nous inspirons de Patrick Geddes) entre l'établissement humain et l'environnement construisant une culture et une société locales. » (entretien, 2012) Si les écologistes s'opposent à tout ce qui peut nuire à la nature, lui se préoccupe principalement de « l'environnement humain », comme il l'explique dans les cinq numéros de sa revue *Quaderni del territorio*, fondée en 1974, puis dans *Il territorio dell'abitare* (1990), où il envisage un développement auto-soutenable et participatif se substituant à la croissance ininterrompue imposée d'en-haut (par les décideurs des firmes multinationales et par les technocrates du pouvoir central) et d'ailleurs (la globalisation possède des relais locaux, mais sa dynamique s'élabore hors-sol ou à partir d'une poignée de « villes-globales »). D'autres publications, souvent collectives, (*La trasformazione ecologica degli insediamenti*, 1992 ; *Il Territorio degli abitanti*, 1998 ; *Il Progetto locale, verso una coscienza di luogo*, 2000 ; *Patto città-campagna. Un progetto di bioregione urbana per la Toscana centrale*, 2010 et *Il Territorio bene comune*, 2012) affinent la démarche, testent les principes sur des cas concrets, rectifient et réorientent les objectifs, associent d'autres disciplines, etc. Ainsi est né un nouvel être vivant, le « néo-écosystème », il résulte d'une longue co-évolution et correspond à l'environnement humain. Un exemple ? Les terrasses, elles n'ont rien de naturel, sont étagées sur le flanc d'une colline abrupte et une fois déboisée et cultivée deviennent un nouveau territoire dont il faut prendre soin, car une seule fois abandonnées, elles périclitent, ne font plus microclimat, ne retiennent plus l'eau, ne sont en rien un habitat pour telle espèce... Pour Alberto Magnaghi l'urbanisation contemporaine détruit à la fois les campagnes et les villes, il y a urgence à redécouvrir les campagnes (avec la mise en place de nouveaux savoirs qu'il désigne par l'expression de « rétro-innovations ») et les villes. Ce *retour à la ville* s'effectuera par la division des mégapoles en petites unités urbaines mêlant, selon leurs histoires et leurs cultures, les nouvelles campagnes et villes, autogérées, rhizomées et autonomes. Le territoire deviendra alors un « ensemble de relations », un écosystème d'écosystèmes, ou plus précisément de « néo-écosystèmes ». Dans *La biorégion urbaine* (2014), Alberto Magnaghi s'évertue à gommer toute nostalgie dans son désir de reconquête territoriale, pour lui le « retour au territoire » se veut un « retour à la construction des futures conditions de vie sur terre. » Qu'entend-il par « biorégion urbaine » ? « La biorégion



urbaine, écrit-il, est le référent conceptuel approprié pour traiter d'une manière intégrée les domaines *économiques* (système local territorial), *politiques* (autogouvernement) ; *environnementaux* (écosystème territorial) et de *l'habiter* (lieux fonctionnels et lieux de vie dans un ensemble de villes, bourgs et villages) d'un système socio-territorial qui cultive un *équilibre de co-évolution* entre établissement humain et milieu ambiant, rétablissant sous une forme nouvelle les relations de longue durée entre ville et campagne pour atteindre l'équité territoriales.» (p.77) Il souligne ainsi les prolongements politiques et sociaux qu'il confère à sa définition eu égard aux précédentes, celles des Todd (1984), de Kirpatrick Sale (1985) ou encore de Peter Berg (1978), davantage soucieuses de la nature. Il emprunte à Murray Bookchin (1979) certains traits de son municipalisme, à Serge Latouche (2007) son approche bio-économique de la décroissance et à Claudio Saragosa (2011) sa compréhension de *l'écosystème territorial*. Il invite aux expérimentations, à la création d'une Société des Territorialistes, à l'ouverture d'un Observatoire des pratiques bio-territoriales et conclut logiquement ainsi, son traité aux allures de manifeste : « Ces expériences aident l'imaginaire à produire les visions d'une *planète foisonnante de biorégions en réseaux* qui coopèrent pour reconstruire le milieu ambiant de l'homme en favorisant une mondialisation par le bas. Cette croissance de projets locaux partagés et des réseaux solidaires globaux peut alimenter le 'combat' pour soustraire au monde des marchandises une quantité croissante de biens pour la reproduction individuelle et sociale des styles de vie des habitants en leur confiant la gestion sociale du bien commun territoire. » (p.168) Depuis quelques années, en France, des universitaires comme des activistes s'emparent de cette conception territorialiste de l'enjeu environnemental et de l'écologie existentielle et en popularisent les arguments et les actions. Néanmoins, la grande majorité des décideurs continuent aveuglément à manier la même langue de bois et à proposer des politiques du passé et dépassées... Rêvons un peu : de plus en plus de municipalités entrent *en transition* (sans en faire une religion !), privilégient les circuits courts, l'énergie décentralisée, la coopération, l'économie sociale et solidaire, l'habitat participatif, la démocratie participative, la culture du lieu, sans pour autant se couper du monde, monde mondialisé auquel toute localisation est domiciliée...

### **Le biorégionalisme, de droite ou de gauche ?**

L'écologie est une « science » pour les uns (dans la lignée de l'inventeur du mot en 1886, Ernst Haeckel, médecin et darwiniste convaincu), une « idéologie » pour d'autres qui en font le cœur de leur discours politique et une méthode, pour d'autres encore, comme votre humble serviteur, pour qui cette méthode est processuelle, transversale et inter-relationnelle. À partir d'elle, l'on doit repenser radicalement les organigrammes des gouvernements centraux et locaux (que signifie, en effet, un ministère de l'écologie ou un adjoint au maire chargé des parcs et jardins et un autre des écoles et de leurs cantines ?), qui « fonctionnent » thématiquement. De même, les disciplines universitaires ne peuvent plus se satisfaire d'un « champ » aussi strictement délimité que le leur car de la même manière qu'il existe des « chaînes alimentaires » (la suppression de tel lichen entraîne la mort de tel insecte qui s'en nourrissait), il y a des « chaînes cognitives » (l'on ne comprend *ceci* qu'à partir de *cela* et réciproquement). L'écologie politique représente la sortie de l'ancien cadre politique « droite/gauche » qui appartient au productivisme et à l'opposition entre « travailleurs et capitalistes » qu'il a généré en créant ces « classes sociales » et la « question sociale ». Certes, celle-ci est loin d'être réglée (en témoignent les oppositions à la réforme du code du travail imposée par le gouvernement « socialiste » au début de 2016), pourtant la philosophie de cette

écologie politique rompt avec cette distinction « droite/gauche » qui ainsi que n'importe quel citoyen le constate, n'a plus guère de sens. L'écologie politique refuse le capitalisme qui est à l'origine de cette absurde surexploitation de la nature, et qui dans sa forme globalisée en vient à précariser les territoires tout comme il a précarisé le travail. La « gauche » partage avec la « droite » la même conception d'une société utilitariste, béatement technophile et consumériste. Elle ne se démarque de la « droite » que sur quelques rares questions de société (comme « le mariage pour tous ») et accepte le cadre institutionnel (Cinquième République ici, Union Européenne là) auquel elle participe activement (ce qui permet à l'extrême-droite de dénoncer le personnel politique salarié de ces partis au pouvoir qui s'accaparent et se partagent les postes). L'écologie politique est ailleurs. Elle ne s'inscrit pas dans cette fausse alternative (droite/gauche) et œuvre (ou devrait œuvrer) pour une « nouvelle exploration » (selon la formule de Benton MacKaye), considérant le territoire comme un bien en-commun, avec tout le riche cortège que cette notion devance (autogestion, autonomie, décentralisation, décroissance...). En mars 2001, la revue *Éléments*, d'Alain de Benoist (théoricien et animateur de la « Nouvelle droite ») publie un dossier intitulé « Le localisme une réponse à la mondialisation », dans lequel figure un bref entretien avec Peter Berg, où il est question de Kirpatrick Sale et de Raymond Dasmann, et divers articles dont « Localisme et biorégionalisme » d'Eduardo Zarelli, qui cite également Kirpatrick Sale, mais aussi Aldo Leopold et Wendell Berry. Ma lecture de ces auteurs n'est pas la même que celle d'*Éléments* et devrais-je ne plus les lire et les mentionner parce que cette revue en parle ? Jean Jacob s'en inquiète dans « Biorégionalisme, danger » (*La Décroissance*, n°32, juin 2006) et d'autres auteurs, généralement des politistes, décortiquent la conception de l'écologie propre à ce courant de pensée, bien minoritaire au demeurant. Les socialistes et les communistes dont l'idéal productiviste revêt dorénavant l'habit de la « croissance verte » et du « développement durable », ce qui ne trompe personne, manipulent et dénaturent les principes même de l'écologie politique, ils ricanent lorsqu'on propose, à l'instar d'Aldo Leopold de « penser comme une montagne », et n'hésitent pas, avec la mauvaise foi qui les caractérise, d'affirmer que tout « objecteur de croissance » rêve du bon vieux temps de la caverne et du feu de bois ! Si la revue *Éléments* s'intéresse au biorégionalisme, elle ne rend pas pour autant cette notion douteuse et dangereuse, c'est à chaque lecteur d'exprimer sa position vis-à-vis d'elle, d'expliquer en quoi il s'en inspire dans sa vie de tous les jours, dans ses actions et sa réflexion. Disons-le d'emblée, la « biorégion urbaine » n'est pas de droite ou de gauche, elle dépasse, heureusement du reste, les ambitions politiciennes de cette vieille façon de faire de la politique pour inventer de nouvelles territorialités et temporalités d'une démocratie participative directe et locale, comme je tente de le démontrer dans *Un Philosophe en ville* (2016).

Peter Berg (1937-2011) et Raymond Dasmann (1919-2001) signent « Reinhabiting Californie » en 1977 dans *The Ecologist* (vol.7, n°10), article qui deviendra rapidement une référence parmi les activistes environnementaux, le premier a créé en 1973, *The Planet Drum Foundation* (qui encourage des actions biorégionales en matière de gestion de l'eau et de restauration d'écosystèmes, forestiers en particulier), le second est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Planet in Peril, Man n,d the Biosphere Today* en 1971. À la question d'Alain de Benoist, « Qu'est-ce qu'une biorégion ? », Peter Berg répond : « Une biorégion est un espace géographique formant un ensemble naturel homogène, que ce soit pour le sol, l'hydrographie, le climat, la faune ou la flore. La population fait également partie de la biorégion, mais dans la mesure où elle vit en harmonie avec ces données naturelles et où elle en tire sa subsistance à long terme. »

Plus loin, il précise que « la ré-habitation est un mode de vie qui assure la pérennité du système écologique par un développement durable, en veillant à ne pas le détruire pour tout ce qui concerne les besoins de la population en matière de nourriture, d'eau, d'énergie, d'habitat et de culture. » Il prend soin de distinguer « biorégion » d'« écorégion », qui « désigne un espace géographique décrit en termes strictement biologiques ». Kirpatrick Sale (né en 1937), quant à lui, est l'auteur d'ouvrages militants anti-capitalistes, comme *Dwellers in the Land. The Bioregional Vision* (1985), *The Green Revolution : The American Environmental Movement 1961-1991* (1993) et *La révolution luddite : briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* (1995, traduction française aux éditions de L'Échappée, 2006). L'enracinement d'une population dans une biorégion, la référence à des cultes païens anté-chrétiens, le culte d'une identité territoriale, que la revue *Éléments* semble apprécier, ne relève pas de ma conception de la biorégion urbaine, qui se satisfait de populations non-enracinées, venant de divers endroits du monde et décidant de s'implanter, un temps, ici, tout comme les plantes migrent d'un lieu à un autre du « jardin planétaire ». Toute biorégion urbaine est différente, et changeante, car processuelle, transversale et inter-relationnelle. Ces biorégions urbaines enjambent les frontières si nécessaire et revisitent le passé territorial qui a un moment de son histoire a été contrarié par la violence de l'État central, ce qui nous renseigne sur d'anciennes possibilités à réactiver afin de faire advenir des territoires de juste mesure. Comme le rappelle Christian Tamisier (document inédit, avril 2016), Marseille ne se satisfait pas d'être seulement une ville française, elle respire d'une diversité de populations méditerranéennes qui la fait cousine d'Alger ou de La Valette (Maltais), d'Alexandrie (Juifs) et d'Izmir (les Arméniens). Ces populations font corps avec cette ville, non seulement cosmopolite, mais fruit d'histoires contradictoires qui appartiennent à une mémoire cabossée aux nombreuses hésitations coloniales et postcoloniales, comme avec les premiers migrants algériens qui précèdent l'arrivée, également d'Algérie, des Pieds- noirs ... Dessiner la Provence comme un territoire bien en-commun consiste aussi à s'appuyer sur des micro-bio-régions aux ressources locales et sur des imaginaires à créoliser.

La mosaïque de ces bio-régions accordera sa place à l'entre-deux, à ce qui ne peut se résoudre à se fondre en une unité territoriale urbaine et qui pourtant, d'une manière ou d'une autre, y contribue.

## Lectures

Barker Mabel (1926), *L'Utilisation du milieu géographique pour l'éducation*, Montpellier, Librairie nouvelle, réédition, Flammarion, 1931.

Barraque Bernard (1992), « Région, régionalismes et aménagement », Paris, *Strates*, n°6.

Berg Peter (1978), *Re-inhabiting a Separate Country. A bioregional Znthology of Nothern California*, San Francisco, Planet Drum.

Boardman Philip (1936), *Esquisse de l'œuvre éducatrice de Patrick Geddes*, Montpellier, Imprimerie de la Charité.

Boardman Philip (1978), *The World of Patrick Geddes. Biologist, Town planner, Re-educator, Peace-warrior*, London, Routledge & Kegan Paul.

Bookchin Murray (1979), *Remaking Society: Pathways to a Green Future*, New York, South End Press.

Charles-Brun Jean (1911), *Le régionalisme*, Paris, Bloud & Cie.

Geddes Patrick (1915), *L'évolution des villes, une introduction au mouvement de l'urbanisme et à l'étude de l'instruction civique*, traduit par Brigitte Ayramdjan, Paris, Temenos

Kitchen Paddy (1975), *A Most Unsettling Person. An Introduction to the Ideas and Life of Patrick Geddes*, London, Victor Gollancz.

Latouche Serge (2007), *Petit traité de décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits.

MacKaye Benton (1928), *The New Exploration. A Philosophy of Regional Planning*, nouvelle édition, avec une Introduction de Lewis Mumford, Harpers Ferry, The Appalachian Trail Conference.

Magnaghi Alberto (2012), « Entretien avec Thierry Paquot », *Urbanisme*, n°384, mai-juin.

Magnaghi Alberto (2014), *La biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire bien commun*, Paris, Eterotopia/France.

Mairet Philip (1957), *Pioneer of Sociology. The Life and Letters of Patrick Geddes*, London, Lund Humphries.

Meller Helen (1990), *Patrick Geddes, Social Evolutionist and City Planner*, London, Routledge.

Mumford Lewis (1931), *Les Brown Decades, étude sur les arts aux États-Unis 1865-1895*, traduit de l'américain par Azucena Cruz-Pierre, Postface de Thierry Paquot, Paris, Eterotopia/France, 2015.

Paquot Thierry (2010), « Patrick Geddes », *Les faiseurs de villes*, sous la direction de Thierry Paquot, Gollion (CH), Infolio.

Paquot Thierry (2011), *Un philosophe en ville*, deuxième édition revue et augmentée, Gollion (CH), Infolio, 2016.

Paquot Thierry (2015), *Lewis Mumford, de la juste plénitude*, anthologie, collection « les Précurseurs de la décroissance », Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin.

Paquot Thierry (2016), *Le Paysage*, collection « Repères », Paris, La Découverte, 2016.

Sale Kirpatrick (1985), *Dwellers in the Land: the Bioregional Vision*, San Francisco, Sierra Club Books.

Sragosa Claudio (2011), *Città tra passato e futuro. Un percorso critico sulla via di Biopoli*, Roma, Donzelli.

Thiesse Anne-Marie (1991), *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, PUF.

Welter Volker M. (2002), *Biopolis. Patrick Geddes and the City of Life*, Cambridge, The MIT Press.

Vandervelde Émile (1910), *L'Exode Rural et le Retour aux champs*, Paris, Félix Alcan.